

FRANÇOIS BAROIN :

« Les collectivités ont démontré leur capacité à venir en renfort de l'État »

Pour le président de l'Association des maires de France, François Baroin, la crise a été révélatrice de la capacité d'adaptation des collectivités, mais aussi d'un pilotage par l'État jugé trop vertical. Aujourd'hui, le plan de relance doit pleinement « s'appuyer sur les projets de territoire et les initiatives locales ».

📍 *Entretien réalisé le 27 novembre 2020 par Localtis Mag*

À LA UNE

[Localtismag : *Les collectivités, et notamment les communes, sont en première ligne depuis le début de la crise sanitaire. Elles se sont adaptées, ont souvent innové pour apporter des solutions dans l'urgence... Quels principaux enseignements tirez-vous de ce contexte hors-normes ?*

François BAROIN : La difficulté des circonstances invite chacun à la modestie face à une crise sanitaire mondiale et à un virus aux caractéristiques insaisissables. Par ailleurs, la technocratisation du système de santé et son manque de robustesse, malgré le dévouement admirable des soignants, ne datent pas d'hier.

Face au cumul des crises, les maires de France se sont tournés naturellement vers l'État pour faire part de leur disponibilité. Le gouvernement aurait pu tirer un meilleur parti de notre capacité d'adaptation et de réalisation en lien direct avec les territoires. Il dispose, avec nous, d'interlocuteurs fiables pour mieux saisir les inquiétudes et les incompréhensions. Les collectivités ont démontré leur capacité à venir en renfort de l'État - masques, tests, organisation des services publics comme l'école et l'accompagnement des aînés... - non en fonction de schémas théoriques mais dans la réactivité et l'efficacité.

Or, l'État prend ses décisions seul. L'incompréhension voire la défiance des

acteurs locaux, économiques comme publics, s'aggrave devant le manque de considération et de concertation. Le pilotage de la crise par le ministère de la Santé est trop vertical et trop centré sur l'hôpital. Il aurait été préférable de confier clairement le volet logistique au ministère de l'Intérieur et aux préfets. Cette période nous renforce dans notre conviction que les missions de proximité doivent être confiées aux collectivités locales.

[Localtismag : *Lors de la présentation du plan de relance, il a beaucoup été question de sa territorialisation, de contractualisation. Quelles sont les principales attentes du bloc local à ce sujet, y compris du côté des plus petites collectivités ?*

François BAROIN : Face aux lourdes conséquences financières de la crise sanitaire pour les collectivités, il faut préserver l'autofinancement des collectivités, c'est-à-dire leur capacité à investir. Nous avons aujourd'hui une véritable différence d'appréciation avec le gouvernement sur l'impact de la Covid.

Par ailleurs, les collectivités peuvent avoir un effet de levier sur l'économie dans le cadre d'une stratégie locale en mobilisant leur tissu de PME. Ainsi, pour être opérationnel, le plan de relance doit s'appuyer sur les projets de territoire et les initiatives locales, mais aussi prendre en compte les spécificités structurelles - les villes, les ruralités, les outre-mer...



- dans une logique d'aménagement du territoire. Si nous voulons retrouver rapidement une croissance économique, il faut privilégier les projets déjà prêts plutôt que d'essayer d'enfermer dans une programmation nationale ceux qui sont susceptibles d'être aidés par l'Etat. La contractualisation ne doit pas être un outil de recentralisation. A côté des grandes programmations choisies par l'Etat, il doit y avoir une place significative pour répondre au projet choisi, porté et voulu par les collectivités elles-mêmes.

Localtismag : *Vous n'avez eu de cesse de plaider pour davantage de décentralisation. Les éléments dont vous disposez quant au futur projet de loi 3D vous semblent-ils prometteurs ?*

François BAROIN : Le projet de loi 3D est pour l'instant une esquisse que le gouvernement nous dévoile par petites touches. En l'état, ce n'est pas un texte de décentralisation mais une série

d'ajustements techniques dont nous ne méconnaissons pas l'intérêt mais qui n'a rien à voir avec un véritable projet politique de décentralisation.

J'espère que les travaux déjà effectués au Sénat, dans un dialogue nourri avec les associations représentatives des collectivités, pourront donner un peu de densité au texte. Mais ce dernier s'inscrit dans un calendrier du quinquennat qui n'offre guère de perspectives s'agissant d'un changement structurel.

Localtismag : *Nombre de nouveaux élus démarrent leur mandat dans des conditions très particulières. Quel serait votre principal message à leur attention ?*

François BAROIN : J'ai une pensée toute particulière pour tous les nouveaux maires dont l'entrée en fonction est si difficile dans ces circonstances. Je sais, par expérience, que la première année du mandat est décisive pour lancer tous les projets que la campagne a permis

de proposer et que tout retard pris à ce moment-là pèse sur l'ensemble du mandat. Je suis donc attentif à ce que les services de l'AMF soient particulièrement à leur disposition pour leur fournir les conseils et l'accompagnement dont ils ont besoin. Je sais aussi que les difficultés financières que nous connaissons tous vont peser sur la capacité d'investissement et vont obliger à faire des choix en retrait des espérances. Ça ne sera pas un moment facile pour ces élus attachés à leur territoire et désireux de le faire avancer. Je leur adresse un message de confiance en leur recommandant de ne pas se décourager devant l'ampleur de la tâche. Je suis heureux de constater que cette nouvelle génération est faite d'hommes et de femmes très déterminés, très conscients de la situation dans laquelle ils se trouvent et dont je ne doute pas qu'ils sauront relever les défis qui sont devant eux. ●